

FACE AU CHAOS ET A L'HYBRIDATION DES MENACES EN LIBYE : QUELLES STRATEGIES D'ACTION ET DE PREVENTION POUR LA TUNISIE ?

JUIN, 2022

Depuis le déclenchement de la crise libyenne en 2011, toutes les tentatives de stabilisation de la région se sont heurtées à des obstacles insurmontables. La complexité des dynamiques internes, le degré avancé de l'ingérence extérieure, l'importance des enjeux et l'interférence des intérêts des puissances étrangères constituent une synergie qui ne saurait mener que vers le report perpétuel de la date de sortie de crise.

Cette situation constitue l'obstacle majeur face à tous les efforts de succès ou même d'achèvement de la transition, sensée mener le pays vers un Etat viable et stable. L'effondrement de la Jamahiriya a donné lieu à la prééminence des milices et des factions armées, lesquelles contrôlent les territoires, les institutions, les trafics illicites et les frontières poreuses. Ces frontières sont un point d'achoppement dans les relations avec tous les voisins, puisqu'elles sont propices à la prolifération des groupes de sédition et à l'infiltration des terroristes qui menacent la sécurité de l'ensemble de la région.

La Tunisie, dans cette situation d'absence de visibilité institutionnelle et politique en Libye, n'a qu'un intérêt primordial qui ne pourrait plus souffrir de retard ou de remise en cause ; celui de parvenir à un Etat stable, unifié, souverain en Libye. Un Etat susceptible d'assurer toute ses responsabilités régaliennes sur la totalité de son territoire. En effet, contrairement aux configurations dans les autres régions, la Tunisie a subi de plein fouet l'impact du conflit libyen qui s'est traduit durant toute une décennie, par une insécurité endémique à la frontière méridionale du pays, une baisse de la croissance économique, une exacerbation des tensions sociales et une persistance de la présence des groupes terroristes à l'affut à quelques lieux de notre territoire.

De même, l'expérience et les réalités géographiques et sociales ont démontré à plusieurs reprises, qu'en cas de déclenchement des hostilités en Libye, les réfugiés viennent en masse uniquement vers les postes frontaliers tunisiens et nulle part ailleurs. Un afflux qui plombe une économie en sérieuse difficulté sous le regard impassible des pays occidentaux. A ce jour, aucun débat sérieux n'a été initié au sein des instances financières internationales afin d'évaluer les effets néfastes de la fermeture du marché de l'emploi libyen pour les Tunisiens, lesquels envoyaient des fonds à leurs familles et dont plus de 40000 parmi eux ont fui principalement la Tripolitaine pour échapper au chaos et à l'insécurité.

Il est légitime de voir la Tunisie aspirer, dans l'intérêt de la région, de sa stabilité et de la viabilité de tout système de sécurité dans l'ensemble de la zone de l'Afrique du Nord, à une place de choix dans l'échiquier du grand projet de reconstruction des institutions et des infrastructures en Libye. A cette légitimité, s'ajoutent des atouts incontestables qui peuvent élargir le champ de manœuvre de la Tunisie pour se positionner stratégiquement et profondément dans ledit projet et en premier lieu ; la proximité géographique, l'héritage historique commun et les Tunisiens installés de longue date en Libye et au sein de son tissu social aussi complexe qu'étanche à toute forme d'inféodation étrangère. Cette diaspora est le noyau solide qui rétablira les liens sous leurs multiples formes et secteurs entre la Tunisie et la Libye.

Cependant, depuis le déclenchement de l'insurrection armée en 2011, les luttes d'intérêts entre les acteurs étrangers se sont exacerbées dans la perspective d'une mainmise sur le projet titanesque de la reconstruction. En effet, une course féroce entre les nations et les sociétés géantes est engagée afin de décrocher une part importante des contrats mirobolants qui se profilent en arrière plan. Selon la Banque Mondiale, le coût de la reconstruction et de la réhabilitation des infrastructures en Libye est estimé à 200 milliards de dollars américains et la durée de ces travaux devrait s'étaler sur moins d'une décennie.

La question qui se pose à l'orée de la période présumée de stabilisation en Libye ou dans la perspective d'une pérennisation de la crise est « Quelle marge de manœuvre pour la Tunisie dans la future reconstruction de la Libye ? Quels capitaux, symboliques, relationnels, cognitifs, matériels et géopolitiques doit-on mobiliser afin de contribuer aux destins de la Libye et nous prémunir de toute prolifération du terrorisme ou de toute autre forme de menace hybride à partir du territoire de notre voisin méridional ? ».

Pour y répondre, il importe, dans un premier temps, d'identifier les principaux enjeux en Libye et les acteurs majeurs de la configuration aussi bien énergétique, économique, que sécuritaire.

Enjeux énergétiques

La ressource en hydrocarbures est la richesse et la source de toutes les convoitises internes et externes dans le pays. Selon l'OPEP, avec 48 milliards de barils, les réserves libyennes sont les premières en Afrique. La Libye possède six terminaux pétroliers : Zuwara dans la région de Tripoli et dans le croissant pétrolier, poumon économique du pays, situé dans la région du bassin de Syrte où sont concentrées 80% des réserves de pétrole de la Libye et enfin à Toubrouk, près de la frontière égyptienne.

Avant la chute du régime de Kadhafi, la Libye produisait 1.6 millions de barils/jour. Cette production s'est vue divisée par cinq tout au long du conflit pour remonter fin 2017, jusqu'à mars 2022, à 1.2 – 1.4 de b/J. Plus de 95% des revenus de la Libye proviennent des ventes d'hydrocarbures dont 80% est exporté vers l'UE, les revenus pétroliers ont atteint 24.2 milliards de dollars en augmentation de 76% par rapport à 2017.

Quant au gaz naturel, la Libye occupe le 23^{ème} rang mondial et le 6^{ème} rang Africain avec 14.3 millions de m³ commercialisé/an. Cependant, selon l'OPEP, elle n'exporte que le tiers de sa production alors que les réserves sont très importantes. Ces dernières sont estimées à 1505 milliards de m³.

La NOC National Oil Company se partage la production pétrolière avec des compagnies étrangères. L'ENI, compagnie italienne, implantée depuis 1959, la plus importante en Libye est considérée comme la société étrangère la mieux établie sur le territoire. Elle possède 6 blocs pétroliers avec une production s'élevant à 384.000 barils/jour selon les chiffres de 2017. D'autres compagnies moins importantes en terme de production, sont aussi actives en Libye à l'instar de la française Total, la société espagnole Repsol, l'autrichienne OMV ou la norvégienne Equinor.

A la lumière de l'accélération des changements géopolitiques et principalement la guerre en Ukraine, la Libye par sa position stratégique, est désormais, plus que jamais, au cœur des clivages directs et indirects qui mettent en présence des puissances étrangères en concurrence et désireuses de mettre à profit les énormes ressources énergétiques de ce pays grâce à la projection de leurs capacités respectives d'influence. Les dynamiques internes qui interfèrent avec les intervenants étrangers animés par des volontés d'expansion et de prépondérance, transforment le territoire libyen en un théâtre d'expérimentation du degré d'influence de chaque protagoniste tant au niveau de son poids diplomatique qu'à celui de ses capacités militaires. Dans ce cadre marqué par la multiplicité des ingérences, les enjeux de puissances régionales, la prédation des richesses du sous sol libyen, la lutte ambiguë contre le terrorisme, la régulation des flux migratoires mais aussi de positionnement et d'influence idéologique, le pays est soumis à des dynamiques de guerre par intermittence où le stratégique et l'économique s'entremêlent dans des configurations d'une extrême complexité.

Les enjeux économiques et la « guerre globalisée » de la reconstruction

L'une des conditions du passage à la stabilité en Libye et sa pacification réside dans l'acceptation de la part des principales factions rivales que la guerre demeure sans aucun horizon de victoire ou d'éradication de « l'ennemi ». Cette pacification est le prélude nécessaire et immanquable pour le début du processus de la reconstruction. Cependant et à l'heure actuelle, le théâtre libyen semble encore en pleine recomposition chaotique et une paix des braves demeure encore difficilement envisageable à cause de l'implication clivante d'une pléiade d'acteurs internationaux, lesquels ne prônent pas une fin rapide du conflit.

Cette implication est une traduction militaire des intérêts économiques, lesquels connaissent une compétition pour les contrats lucratifs de la reconstruction. Chaque acteur, en maintenant une pression sur le terrain et en soutenant une faction, espère aboutir à une résolution du conflit en sa faveur et qui serait à même de satisfaire ses ambitions. Ce genre d'attitude aggrave et prolonge les affrontements par intermittence, mais tout aussi sanglants en Libye. A ce titre, il y a lieu de rappeler l'accord implicite passé entre les puissances étrangères à la suite de la fin de la bataille de Tripoli en 2020 et le partage des aires d'influences établies par les belligérants locaux et leurs soutiens internationaux. Ainsi l'armée de Haftar a gardé le contrôle du

croissant pétrolier après son repli vers Al-Joffra, alors que les gisements offshore exploités par l'Italie sont restés entre les mains du gouvernement de Tripoli.

La guerre de 2011 a ouvert la voie à la contestation des contrats relatifs à l'industrie pétrolière libyenne qui avaient été passés par Kadhafi à la fin de son règne. Cette remise en cause a été exprimée par la formule : « *Soutien militaire versus Pétrole Libyen* » pour désigner la volonté et l'action des pays de la coalition afin de renverser l'équilibre de force en faveur des entreprises françaises, italiennes et britanniques. Cependant, l'argument du soutien militaire semble avoir fait son temps et est battu en brèche par les événements des dernières années. En effet, les dynamiques sur le terrain indiquent que des pays dotés de capacités financières importantes, à l'instar de la Chine, pourraient jouer des rôles d'acteurs de première importance sur la scène libyenne et notamment dans le dossier pétrolier libyen, grâce à une alliance avec la Russie, premier acteur militaire dans la Cyrénaïque et Syrte.

Il faut aussi rappeler que les contrats pour des projets d'infrastructure importants sont sur la table des planificateurs internationaux puisque la Libye est dotée d'un emplacement stratégique entre la Méditerranée et les profondeurs africaines. Par conséquent, l'atténuation du conflit en Libye sonnera le tocsin pour le début d'une grande opération de reconstruction desdites infrastructures. A cet effet, il faut remonter à la phase d'avant l'insurrection et précisément en 2008, année où Berlusconi et Kadhafi, dans une volonté d'enterrer leurs différends sur la période coloniale, avaient signé un traité d'amitié de 5 milliards de dollars destinés à être investis dans les grandes infrastructures ; autoroutes et ligne ferroviaire¹. Mais, les règles du jeu ont changé dès la chute de l'Etat en Libye. La France qui participait en qualité de leader « *pour libérer le peuple libyen* », se considère à ce titre, comme la plus favorisée pour décrocher des contrats de reconstruction en Libye².

L'équilibre des forces en Libye va déterminer qui remportera les projets planifiés et signera quels contrats. La Russie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, les Emirats et la France, même de manière discrète, ont soutenu le camp de la Cyrénaïque. Par conséquent, leurs intérêts dépendront profondément du destin de M. K. Haftar et de sa capacité à sortir vainqueur dans la crise libyenne. Sur l'autre rive, la Turquie, l'Italie et le Qatar ont clairement soutenu le camp des gouvernements successifs basés à Tripoli et qui sont soutenus par les factions miliciennes proches de l'islam politique. Quant à la Chine, elle n'a parié sur aucune des deux parties rivales malgré son rôle d'acteur important dans le dossier pétrolier libyen. Cette politique de non-ingérence adoptée par la Chine peut s'avérer stratégiquement payante pour Pékin. En effet, si le statu quo actuel finit par s'imposer comme une réalité durable avec une scission du pays, à savoir le contrôle de la Cyrénaïque par l'armée commandée par M. K. Haftar en contre partie par l'émergence d'une autre entité politique en Tripolitaine, seule la

¹ Le monde, Quand Kadhafi demandait à Berlusconi d'"arrêter les bombardements", 24 octobre 2011.

² Il est à remarquer que la France et l'Italie se sont lancées dans une course aux contrats sans pour autant cacher leurs divergences et même leurs heurts sur le terrain. Sur les pages du journal La Stampa, le journaliste Mme. M. Nasi a écrit : « *Les deux pays se livrent à une véritable « guerre économique ». Maintenant que la bataille est (presque) terminée, va commencer la deuxième phase de l'opération. On parle de reconstruction, d'affaires de milliards d'euros pour refaire routes, ports, installations industrielles, villes entières, et c'est toujours Paris qui appuie sur l'accélérateur et Rome qui suit* ». Voir : Margherita Nasi, Libération, Libye: la course aux contrats commence, 26 août 2011.

Chine, forte de sa « Soft Power », serait en mesure de profiter de cette fragmentation. De même, le maintien du statu quo pourrait également faire l'affaire de Pékin qui pourrait ainsi, dans une situation de chaos insupportable pour les entreprises occidentales, obtenir des contrats de reconstruction majeurs. L'expérience de ces dernières années, a montré que la Chine a su prendre des mesures pour s'imposer comme un acteur de premier plan dans l'industrie pétrolière et le secteur des BTP aussi bien dans les territoires contrôlés par M. K. Haftar que ceux régis par les gouvernements de Tripoli.

La résolution du conflit libyen avec en épilogue un scénario marqué par une prééminence de l'alliance entre F. Bachagha et K. Haftar ou une réémergence de Seïf Islam Kadhafi, va offrir à la Russie l'opportunité de décrocher des contrats de reconstruction dans la filière de l'armement, des infrastructures portuaires et surtout dans le domaine de la production du gaz dans les nouveaux champs du Fezzan. Il y a lieu de mentionner que durant toute la guerre civile, les deux belligérants ont fait appel à la technologie militaire russe malgré l'embargo sur les armes imposé par l'ONU. De même, la stabilité en Libye, quelque soit la manière dont elle serait établie, permettrait à la Russie de reprendre les contrats de construction déjà établis avec le gouvernement de Kadhafi et en premier lieu, le projet de construction d'un chemin de fer reliant Benghazi à Syrte. Ce projet structurant renforcerait l'influence économique et géopolitique de la Russie en Méditerranée, tout en lui permettant de valoriser sa stratégie diplomatique susceptible de lui permettre de récolter le pactole de 2,5 milliards de dollars alloués au dossier.

Avant même son intervention sur le terrain pour soutenir le gouvernement de Tripoli en 2019, la Turquie a signé un contrat qui résume et identifie les ambitions d'Ankara dans la réhabilitation et la reconstruction de la Libye post - conflit. Les émissaires d'Erdogan ont signé des accords pour établir des usines de production d'armes, la construction de centres de réhabilitation l'aménagement d'un grand port en Libye sous protection turque, avec deux zones commerciales et une zone dédiée à l'entretien des bateaux. Grâce à la multiplication des accords signés, la Turquie semble déterminée à préserver son rôle de premier plan dans la configuration géopolitique de l'ensemble de la région et non seulement en Libye.

Chaque acteur étranger en Libye tend aujourd'hui à s'assurer une présence multiforme sur la part la plus importante du territoire de ce pays en prévision d'une conférence au sommet destinée à distribuer les contrats de la reconstruction future.

Dans ce tableau chaotique de la compétition acharnée entre les acteurs internationaux et régionaux sur le théâtre libyen, quels sont les atouts de la Tunisie pour préserver sa place en qualité de partenaire stratégique de la Libye et de participer dans l'œuvre de sa reconstruction ?

La politique libyenne de la Tunisie, tout au long de la décennie ayant succédé à l'effondrement de la Jamahiriya, a été marquée par une attitude baptisée par : « *neutralité passive* ». En dépit de la concurrence acharnée entre des puissances internationales et régionales pour s'assurer une place dominante sur la scène libyenne, la Tunisie semble se contenter d'une position d'observateur qui subit les retombées des soubresauts sur le terrain du voisin méridional. Depuis la prise en main de la part du

Président K. Saïed des dossiers diplomatiques, la question de la souveraineté du pays face aux stratégies des puissances semble reprendre la prééminence dans les discours. Ce retournement d'attitude remet-il en cause la politique dite de « *non-ingérence* », laquelle a caractérisé la diplomatie tunisienne envers les parties rivales en Libye et ouvre-t-il la voie à une implication de notre pays dans les projets de la reconstruction ?

Cependant, il importe d'approcher le nouveau repositionnement de la Tunisie à l'égard de la Libye post-conflit, sans omettre les atouts stratégiques de notre pays à savoir :

- La position géographique des territoires ;
- L'Histoire commune et le capital-confiance ;
- La controverse de la neutralité envers les clivages internes en Libye.

La position géographique de la Tunisie par rapport à la Libye est à l'origine de la vigilance continue des systèmes de sécurité nationaux. En fait, la Libye traverse une situation de guerres intestines très complexes. Le débordement en dehors des frontières libyennes des tensions et des rivalités régionales, tribales, claniques, religieuses, idéologiques et mafieuses a été et demeure très envisageable. De même, une partie des actions séditeuses ou des actions de déstabilisation lors des dernières années en Tunisie ont été fomentées en Libye, pays qui s'est transformé en base arrière logistique des factions terroristes. Cependant, le continuum territorial entre la Tunisie et la Libye constitue immanquablement un atout sans égal dans la région en rapport avec les acteurs sur le théâtre libyen.

Afin de mieux préciser l'importance du voisinage entre les deux pays en tant qu'avantage pour la Tunisie dans les projets de la reconstruction en Libye, il importe de mettre en exergue le maillon géographique et culturel qui est loin d'être une césure. Ce maillon est la région de Jeffara qui est constituée d'une plaine triangulaire de près de 15 000 Km². Pendant des siècles, cette région a été dominée par les confédérations tribales de Werghemma à l'ouest et des Nwayel à l'est, conférant ainsi à ce territoire une identité socioculturelle prégnante. Avant l'avènement de la colonisation et des Etats centralisés, la région a connu un ordre tribal et nomade relativement stable, lequel à l'arrivée de la colonisation française, fut brisé³. Donc, l'identité socioculturelle historique commune et la continuité territoriale à la frontière peut être, dans une perspective de dynamisation économique et en vue d'une participation de la Tunisie au projet de la reconstruction, réifiée, réordonnée, réadaptée et enrichie pour servir de plateforme d'entente et d'échange.

Le voisinage avec la Libye est un facteur essentiel pour espérer l'octroi des contrats d'approvisionnement en matériaux nécessaires pour les projets de la reconstruction et qui sont produits en Tunisie. Les lignes d'approvisionnement très réduites en termes de distances et de logistique terrestre, joueront un rôle important dans la réduction des délais, d'une part et dans la diminution du coût des matériaux, d'une autre part. Un gain substantiel qui plaide en faveur de la Tunisie pour décrocher des contrats.

³ Rafaâ Tabib, Effets de la frontière tuniso-libyenne sur les recompositions économiques et sociales des Werghemmas de la possession à la réappropriation des territoires. : De la possession à la réappropriation des territoires, 2011.

Sur un plan plus global, le territoire tunisien représente une porte d'entrée proche de l'Europe et tout autant pour la Libye. Cette réalité spatiale, si elle est valorisée, peut être un atout pour passer des accords de partenariat avec les opérateurs européens désireux de fonder des bases logistiques sécurisées en dehors du territoire libyen tout en étant à proximité immédiate de leurs sites d'intervention.

Le voisinage territorial est complémentaire avec une histoire commune, une culture similaire et une confiance mutuelle solide entre les opérateurs traditionnels dans les deux pays. Le rapprochement selon cet angle dans le cadre de la reconstruction de la Libye peut donner à la Tunisie une sorte d'avance par rapport aux autres compétiteurs. Rappelons à ce propos, à quel degré la coopération développée par les deux pays est parvenue juste avant les événements de 2011. En effet, l'insurrection a eu lieu à un moment où les relations économiques entre les deux pays étaient parvenues à un point paroxysmique. Une zone franche dans la région frontalière de Ben Guerdane à Ras Jedir était sur le point d'être réalisée à la suite de l'achèvement des études et de l'assainissement foncier. Un projet de construction d'un gazoduc reliant la Libye au port de Gabès était également en cours et de larges pans de son passage ont été réalisés sur le terrain. Une discussion entre les deux pays pour établir les conditions d'une éventuelle convertibilité des monnaies nationales était aussi en cours, témoignant que la Libye s'était hissée en partenaire privilégié de la Tunisie. Pendant les années de la phase pré-insurrectionnelle en Libye, les exportations tunisiennes étaient constituées en grande partie de la production agro-alimentaire ainsi que des matériaux de construction. De même, durant l'embargo imposé par les pays occidentaux à la Libye dans la foulée des sanctions liées à l'affaire des attentats de Lockerbie, le secteur informel a constitué meilleur canal de détournement des restrictions commerciales pour bon nombre d'acteurs économiques libyens. D'importantes quantités de biens de consommation étaient exportées de façon informelle de la Tunisie vers la Libye après un transit de type « paravent » assuré par des opérateurs locaux. Un réseau complexe fondé sur des valeurs et des capitaux symboliques s'était tissé grâce à une réordination de l'héritage profond et commun aux deux peuples.

Cependant, il y a des obstacles qui se dressent face à une implication de la Tunisie dans la reconstruction en Libye. La première carence à relever est inhérente à la modeste présence diplomatique et consulaire tunisienne en Libye. Tunis n'a été qu'un acteur indirect du jeu entre les factions et les puissances étrangères engagées dans le dossier libyen alors que ce pays est un Etat limitrophe. Cette inertie et cette inaction, dûment observées par la Tunisie, trouvent leur explication dans la méconnaissance des dynamiques spécifiques à la crise libyenne chez la plupart des décideurs politiques, d'un côté et dans la crainte de l'aggravation de la situation en Libye et le débordement des opérations militaires vers le territoire tunisien, d'un autre côté. Cependant, il aurait été plus utile pour la Tunisie d'être à l'avant-garde active des processus de réconciliation en jouant le rôle d'acteur de premier plan en organisant de véritables négociations entre les parties rivales, dans le cadre d'initiatives purement tunisio-libyennes. Le pays ne manque pas de spécialistes confirmés en capacités de

modération dans les milieux tribaux, capables d'œuvrer afin de préserver la paix et la concorde civile en Libye.

En valorisant l'héritage commun et la profonde connaissance de la société libyenne, les experts tunisiens auraient proposé d'autres pistes alternatives à celles suivies par les organisations internationales, lesquelles se sont avérées totalement inopérantes. Cet échec par absence ou par négligence des aptitudes est l'une des principales erreurs dans le traitement de la question libyenne.

L'autre carence de la Tunisie à l'égard de la crise libyenne est la faiblesse de la présence de l'Etat dans la Jeffara et la dépendance de cette région à l'égard de la Tripolitaine. En fait, pendant des décennies, cette région a été laissée en situation « d'amarrage » vis-à-vis de la Libye tant au niveau économique que politique. L'Etat tunisien, pour des considérations d'ordre inhérent à son incapacité structurelle de penser le développement dans ses marges frontalières et ce, depuis les premières années de l'indépendance, a opté une politique de « *laisser faire* » dans la Jffarra. La population de cette région a su, grâce à sa maîtrise du territoire, développer une forme d'autonomie vis-à-vis des autorités centrales, notamment au niveau économique et celui des échanges transfrontaliers. Or, si la Tunisie envisage aujourd'hui une participation dans la reconstruction de la Libye, elle ne peut que réinvestir cette partie du territoire national en exerçant sa pleine souveraineté et en la soutirant aux réseaux de la contrebande illicite phagocytée par les milices libyennes. La Jeffara représente le maillon le plus solide qui amarre la Libye à son voisinage immédiat en Tunisie et dans le reste du Maghreb. La présence de l'Etat dans les zones frontalières doit être traduite, non pas par un contrôle sécuritaire ou une réorganisation aliénante des territoires, mais par le déploiement d'une réelle et perceptible capacité de satisfaction des besoins économiques, sociaux et culturels de la région et de sa population. Cette œuvre de développement doit relever des ordres de priorité de ces régions afin de combler l'important retard accumulé durant les décennies de marginalisation. C'est là une condition préalable à la transformation de la Jeffara en une plateforme à même de contribuer à offrir une base productive et de logistique destinée à la reconstruction de la Libye.

Enjeux sécuritaires

Les enjeux sécuritaires peuvent être classifiés en trois catégories ; les menaces de la migration clandestine, la contrebande d'armes et le terrorisme à dimension et finalité territoriale.

Trafic d'êtres humains et flux migratoire

Bien qu'ayant instrumentalisé la menace migratoire originaire d'Afrique subsaharienne vers l'Europe à son profit, Kadhafi a réussi à établir un accord avec le Premier ministre italien de l'époque, M. Berlusconi, pour juguler les flux des migrants qui veulent traverser la Méditerranée à partir des côtes libyennes. Après l'effondrement de la Jamahiriya, les forces chargées de la sécurité des frontières et du littoral ont été déstabilisées et dispersées. Par conséquent, les acteurs du secteur illicite et de la traite des humains ont étendu leurs activités et ont même accaparé la gestion de plusieurs ports. Ce changement a conduit à une concurrence ouverte entre les milices et les

factions du crime transnational pour le contrôle des réseaux de la contrebande et au développement du marché lucratif, des passages clandestins de la frontière maritime, laquelle est devenue étroitement liée à la violence informelle.

Sur la frange côtière de la Tripolitaine, aux abords de la J'farra, les activités de la contrebande sont étroitement et exclusivement encadrées par des groupes armés spécifiques. Ces derniers se constituent un butin de guerre conséquent en procédant systématiquement à la taxation des migrants. D'autres milices, notamment celles situées dans les localités à l'intérieur du territoire et ne disposant pas de ports, contrôlent des centres de détention dans lesquels sont maintenus en état d'arrestation et dans des conditions inhumaines, des dizaines de milliers de migrants. Le maintien de ces personnes au sein des camps permet aux milices d'imposer aux migrants le travail forcé au profit des factions armées. Plusieurs témoignages rapportent que les milices exploitent les détenus en procédant à des pratiques d'extorsion de leurs familles en exigeant une rançon pour les libérer.

En 2012, un peu plus de 15 000 migrants ont été recensés alors qu'ils tentaient de traverser la Méditerranée à partir du littoral libyen. Ce chiffre est passé à plus de 180 000 en 2016. Les effectifs se sont depuis stabilisés à près de 150 000 personnes.

Trafic d'armes

Historiquement, la Libye a souvent constitué un grand marché d'armement, principalement avec l'avènement de la Jamahiriya et des projets politiques expansionnistes ou interventionnistes de Kadhafi. A l'effondrement de l'Etat en 2011, les arsenaux ont été pillés et les armes de tous calibres ont investi l'ensemble du territoire. Mais à partir de la guerre de l'aéroport en 2014, le pays est devenu à la fois, un marché et un axe de transit pour le commerce illégal d'armes, y compris les plus sophistiquées. Selon les études élaborées par Small Arms Survey entre 2013 et 2019, les armes libyennes ont alimenté les conflits en Syrie, au Mali et au Yémen.

Certaines villes libyennes, contrôlent les pistes de la contrebande d'armes terrestres, principalement Sebha, capitale du Fezzan dont les ramifications atteignent l'Afrique de l'Ouest et centrales ainsi que les franges maritimes du Yémen et du Soudan. Plusieurs études relatives au commerce illicite d'armes ou à l'essaimage de la violence tribale ou terroriste en Afrique et au Moyen-Orient mentionnent des armes en grandes quantités qui proviendraient des stocks de la Jamahiriya, principalement à l'occasion des insurrections Touaregs et islamistes de 2012 au Mali et dans toute la région du Sahel. Les flux illicites de personnes et d'armes en provenance et à travers la Libye déstabilisent manifestement et dangereusement les pays du voisinage et suscitent des tensions d'une extrême complexité, tant au niveau de la sécurité que celui, très épineux, des mutations démographiques.

La Libye et l'essaimage des sanctuaires terroristes

L'organisation terroriste Daech a réussi investir et à prendre le contrôle de Syrte en 2015 avant d'en être chassée en 2016 par la coalition de *Bounyan al Marssous*. Bien qu'affaiblie, elle reste tout de même active dans les immensités du sud libyen. Des indices concrets prouvent que la majorité des combattants de l'EI ont opté pour une

tactique de repli vers le Fezzan après la défaite face aux milices de Misratha et surtout à la suite de l'assaut du Maréchal K. Hafter sur Syrte. Ce repli s'est déployé sur trois axes. L'un de ces axes a conduit les rescapés de l'EI à la Hamada Al Hamra très proche de la frontière avec la Tunisie.

L'EI n'est pas la seule organisation à se réclamer le Djihad en Libye. Le désert de la Tripolitaine et du Fezzan abritent quelques cellules actives affiliées à AQMI ainsi que d'autres factions aux obédiences diverses. Toutes ces factions constituent autant de menaces pour les voisins de la Libye et sur la rive nord de la Méditerranée.

Le désert libyen est devenu un sanctuaire pour les contrebandiers et les terroristes et un lieu de leur alliance. Une telle interpénétration des menaces a pour territoire des régions où il n'y a pas une force de sécurité organisée, puissante et susceptible de faire face aux menées subversives, ce qui conduirait inéluctablement à l'émergence de micro-émirats djihadistes autonomes en quête de mise en réseau.

La disparition ou l'effacement dans la réalité, des institutions de sécurité et des structures des forces armées en Libye à la suite de l'insurrection, ont laissé un vide qui a été investi, sur le terrain, par des milices armées et des groupes qui manquent de professionnalisme et de cohésion. De facto, ces manquements ont miné toute perspective d'imposer une autorité centrale unie au pays et ont généré l'émergence de gouvernements faibles, soumis à la mainmise des milices. Par conséquent, le chaos sécuritaire a fait de la Libye un foyer pour les groupes extrémistes tels que l'EI, AQMI et une myriade de factions à caractère djihadiste.

Cet état de fait a engendré un profond sentiment d'insécurité chez les Tunisiens, surtout en raison de l'émergence de petits groupes terroristes d'inspiration religieuse des deux côtés de la frontière avec pour base logistique et de repli ; la Libye. Plusieurs incidents ont consolidé cette représentation des menaces auprès des Tunisiens. En mai 2011, à Tataouine, deux Libyens ayant des liens avec Al Qaïda au Maghreb Islamique ont été arrêtés. Trois jours plus tard, la Garde Nationale a arrêté des deux membres faisant partie d'un autre commando d'AQMI qui se cachaient dans les monts du *Nekrif*. A la suite de leur interrogatoire, les forces de sécurité ont mené des recherches plus au nord du pays et plus précisément à Rouhia où elles ont arrêté les membres d'une autre cellule de terroristes de la nébuleuse d'Al Qaïda. Cependant, ce dernier groupe armé a résisté à l'opération d'arrestation et ses membres ont ouvert le feu avec des fusils d'assaut, tuant deux officiers des forces armées. Cependant, l'impact le plus illustre de la chute de la Jamahiriya sur la Tunisie reste l'apparition d'un premier foyer de sédition armée dans le Mont Châanbi dans la dorsale ouest du pays. Un foyer qui est venu compléter la chaîne d'instabilité et d'aggravation des problèmes sécuritaires dans toute la région du Maghreb et du Sahara Sahel. Depuis les premières escarmouches, les autorités tunisiennes annoncent régulièrement des affrontements récurrents avec les groupes radicaux ou le démantèlement de cellules terroristes. L'exacerbation de la lutte de pouvoir entre les factions rivales en Libye, sur un fond de renforcement du rôle milicien joué par des éléments djihadistes, menace durablement la sécurité de la Tunisie, notamment des régions frontalières et des chaînes montagneuses de l'ouest du pays. Toute déflagration sécuritaire en Libye est désormais susceptible de projeter ses éclats sur la Tunisie.

La dimension territoriale inhérente aux trafics d'armes et aux conflits qui embrasent la région paraît fondamentale. En effet, les tribus et ethnies marginalisées par les États disposent désormais d'importantes quantités d'armes pillées dans les arsenaux de la Libye. Et elles n'hésitent plus à prétendre leurs droits sur leurs territoires historiques ou revendiqués. Leurs exigences participent à créer des foyers de tensions dans toutes les marges voisines de la Libye et à encourager les populations à se soustraire au contrôle des autorités. A ce titre, les événements de Kamour à Tataouine s'inscrivent dans ce type de dynamique revendicative à caractère territorialisé. Ces protestations se sont déclenchées lorsque certains acteurs de la contrebande locale, lesquels participent quotidiennement à la violation des limites imposées par la création d'une zone militaire interdite, ont pris en otage la production pétrolière dans la région. Ils ont exprimé leurs revendications sur le territoire et les ressources afin d'obliger le gouvernement à négocier des prétendues demandes d'emplois et de développement local. Or, toutes les études anthropologiques et les investigations sérieuses des chercheurs ayant pris pour objet la problématique du Kamour, assurent que les vraies motivations sont clairement d'ordre politique et prônent un séparatisme territorial afin de mettre cette frange frontalière entre les mains des réseaux mafieux de la contrebande locale.

L'attaque de Ben Guerdane par un commando, entraîné dans les camps des milices de Sabratha en Libye, conduit à travers le territoire contrôlé par des factions armées relevant du gouvernement de Tripoli et financé par les activités de la contrebande dans la région, a clairement identifié l'hybridation des menaces dans le voisin méridional et a mis en lumière les alliances de facto conclues entre les acteurs du chaos en Libye.

Le Fezzan, province méridionale de la Libye et territoire, historiquement en relation directe avec la Tunisie pour des raisons anthropologiques, constitue actuellement la région charnière entre un Maghreb en pleine effervescence de l'activisme salafiste, d'un côté et un Sahel dont les territoires sont progressivement mités par la sédition terroriste. Dans cette région marginalisée, Daech n'arrive pas en terrain vierge et peut compter sur un vivier important de combattants mobilisables. La province méridionale de la Libye représente pour Daech, après ses défaites dans les villes du nord, un territoire de substitution pour des conquêtes, un front alternatif et un sanctuaire pour reconstituer son émirat perdu. Les premières réactions dans les villes du Fezzan à l'égard de l'installation de Daech ont été marquées par une certaine indifférence. L'implantation des premiers noyaux de l'organisation terroriste dans les périphéries des villes, majoritairement habitées par des populations de migrants subsahariens, leur conférait un statut de force exogène faiblement ancrée dans les réalités des alliances et des fragmentations locales. Pendant les premières années de leur arrivée dans le Fezzan, Daech demeurerait une entité marginale qui ne recrutait que dans les strates les plus modestes du corps tribal et rencontrait d'énormes difficultés pour accéder aux ressources.

Cependant, Daech a su s'adapter aux configurations spécifiques du Fezzan et a pu, à l'inverse des autres organisations terroristes ou miliciennes, adopter des procédés de

gouvernance évolutive, dont l'intégration au sein de secteurs hybrides de prédation des ressources implantés dans les marges des pouvoirs légaux et coutumiers.

La situation particulière du Fezzan n'est pas similaire à celle des régions arabes sunnites de l'ouest irakien ou de la Bédiya syrienne et Daech n'a pas réussi à reproduire dans cette province méridionale de la Libye sa stratégie inclusive qui a fait son triomphe au Levant entre 2014 et 2017. En effet, Daech n'est pas parvenue à tirer profit des tensions tribales et à instrumentaliser la dimension confessionnelle inexistante dans la région. De même, les loyalistes à la Jamahiriya ont refusé toute forme d'alliance avec l'organisation terroriste après l'amère expérience à Syrte et surtout pour des considérations d'ordre territorial, puisque Daech n'a jamais renié son projet d'édification d'une entité autonome sur des terres âprement disputées par les lignages locaux.

Sur un autre plan, les factions tribales armées dans le Fezzan ont toujours une appréhension relative à la présence de Daech dans leur province, à savoir celle des connexions que l'organisation terroriste entend mettre en œuvre avec les pays du Sahara Sahel limitrophes. En effet, une installation durable de Daech dans les immensités sahariennes de Rebyana et dans le massif du Tibesti, met inévitablement l'organisation au voisinage immédiat avec le vivier des djihadistes du Sahel, de ceux de Boko Haram, mais aussi des jeunes issus de la tribu des Gorâanes, lesquels ont rejoint en masse les entreprises de sédition dans l'ensemble de la région qui s'étend du Kanem jusqu'à la Cyrénaïque.

En intégrant les filières des trafics dans ses activités et principalement l'organisation des migrations clandestines qui transitent par le Fezzan en provenance du Sahel, Daech s'est distingué par ses « offres » adaptées aux catégories les plus démunies de migrants en leur proposant une traversée vers le littoral méditerranéen de l'Europe en échange d'une participation provisoire aux actions armées de l'organisation.

Depuis 2014 et dans les interstices des guerres tribales, le terrorisme jihadiste et principalement Daech, a tenté de jeter les fondations d'une présence pérenne dans le Fezzan. Les factions issues de la nation toubou qui avaient la charge du contrôle des frontières méridionales du pays ont été soumises à d'importantes pressions sécuritaires de la part des factions terroristes. Ces dernières recevaient un appui important en hommes et en matériel de la part de l'un des piliers du pouvoir à Tripoli, l'ancien commandant du Groupe Combattant Libyen et le chef des brigades de la Garde Nationale, Abdelwahab El Gaïed.

Plusieurs attaques contre la présence des groupes relevant de la nébuleuse de Daech ont été enregistrées depuis l'été 2015, notamment au voisinage des champs pétroliers et des frontières algériennes. La population qui affronte les bandes terroristes et soutient l'action des factions tribales locales estime que Daech foment des problèmes avec les pays frontaliers et met en péril la sécurité et l'intégrité de leurs territoires et par la même, leurs trafics. De même, plusieurs unités terroristes ont commencé à s'adonner à des activités criminelles contre les tribus qu'elles jugent réticentes à leur projet en attaquant leurs terres, volant leur bétail et en ouvrant des pistes de trafic soustrayant,

⁴ Daech s'est appuyé en Irak sur les tribus sunnites, déçues voir discriminées par la politique du gouvernement chiite irakien, mais aussi sur des cadres du Parti Baath et sur des miliaires de l'ancienne armée irakienne.

de la sorte, des ressources importantes tirées grâce à l'occupation par les armes des territoires tribaux.

Contrairement à d'autres régions de la Libye, les thèses et les pratiques de Daech n'ont pas réussi à gagner les faveurs des populations locales au Fezzan. Les divers groupes tribaux considèrent que ces factions rigoristes ne sont pas porteuses d'un message religieux, mais des cellules au service d'intérêts régionaux dont l'objectif est de remodeler la configuration des territoires. La plupart des leaders locaux indiquent que ces terroristes ne respectent pas les valeurs tribales ancestrales et enveniment les rapports entre les gens et les régions, du fait que pour ces nouveaux arrivés dans le Fezzan, la population ne compte que des déviants. Par conséquent, les liens tribaux et les lois coutumières sur les territoires n'ont aucune valeur aux yeux de ces jeunes recrutés par Daech.

Pour conclure la thématique de l'hybridation des menaces, qu'elles soient d'ordre terroriste ou milicien, il importe de rappeler que le champ politique libyen post-insurrectionnel se caractérise par une pléthore de pouvoirs locaux qui participent à la fragmentation du territoire en un archipel de fiefs tribaux. Ces « archipels » éparés dominés par des milices concourent à consolider la difficulté de l'émergence d'une autorité centrale susceptible d'e bâtir un Etat viable. Cette fragmentation se conjugue également avec la résurgence ou la reconstruction d'identités segmentaires notamment tribales, des revendications identitaires ethniques et des tendances centrifuges régionales. L'inscription de ces dynamiques tribales au sein de réseaux transnationaux et de stratégies étrangères dans la perspective d'asseoir une certaine légitimité, augmente et complique le niveau de conflictualité des rivalités sur les territoires. La forte polarisation sur les centralités locales et régionales laisse par ailleurs des pans entiers de territoire dans une sorte de zones grises, lesquelles demeurent en dehors de tout contrôle et sont autant d'interstices pour des déstabilisations territorialisées, dont principalement le terrorisme.

Cette situation a balisé la voie, dans un premier temps, aux forces politiques islamistes et principalement aux Frères Musulmans et aux salafistes madkhalistes, puis ce fut aux factions de Daech d'investir ces « creux de l'Etat ». Cependant, les islamistes, notamment ceux issus de la confrérie des frères musulmans, n'ont jamais été en mesure de remplir l'ensemble de l'espace laissé vacant par la disparition de la Jamahiriya, d'autant qu'ils ont eux-mêmes subi de sérieux revers. De son côté, le salafisme a progressé rapidement sur les plans politique et milicien, avant d'être à son tour victime de ses contradictions internes et d'exploser en plusieurs courants durablement brouillés entre eux.

Mettant à profit les clivages inextricables qui fragmentent les territoires et sépare les factions politiques et armées, Daech a entrepris l'édification de son projet territorialisé à Syrte et à Derna avant de connaître une défaite militaire. Sa *hijra* vers les terres lointaines au Fezzan, dans le but de constituer un sanctuaire, a certes connu quelques prémisses de résilience de l'organisation, mais s'est rapidement retrouvée face à des factions tribales puissantes opposées au projet territorial de la nébuleuse terroriste.

Cependant, l'immensité territoriale de la Libye, ses innombrables ressources et la persistance de la guerre fratricide entre les diverses parties et régions du pays ainsi que

l'existence de connexions ethniques et spatiales avec des groupes de sédition dans le Sahara Sahel, constituent autant de préalables au repositionnement stratégique de Daech sur la carte des clivages de la région et à son insertion future aux réseaux des trafics et de prédateurs des ressources. Ces réseaux sont actuellement les pépinières où éclosent toutes les entreprises de la déstabilisation de la région. Une déstabilisation financée et mise en application par les acteurs transnationaux qui œuvrent à l'hybridation des menaces et à la mise en synergie d'une multitude d'apports, dont le terrorisme de Daech.

POUR UN REPOSITIONNEMENT DE LA TUNISIE SUR L'ECHIQUEUR LIBYEN

Il importe de rappeler que la visite du président tunisien M. K. Saïed à Tripoli, le 17 mars 2021, était appelée à donner le coup d'envoi à une coopération renouvelée entre les deux pays, grâce à l'envoi d'un signal fort indiquant que la Tunisie a rectifié ses orientations et ses choix stratégiques en et envers la Libye. Le discours était ainsi assez clair mettant l'accent sur la nouvelle approche tunisienne. Une approche qui n'est pas exclusivement soucieuse des problèmes sécuritaires, mais elle intègre aussi les aspects économiques, de développement, de coopération technique, d'assistance et de participation à la reconstruction.

La Tunisie est appelée à établir sa nouvelle stratégie en intégrant dans ses équations géopolitiques et sécuritaires la grande volatilité de la situation qui prévaut depuis l'instauration des nouvelles autorités exécutives, dont les capacités d'établir un gouvernement souverain restent hypothétiques. La nouvelle autorité a très peu de pouvoir sur le terrain et a beaucoup de mal à exercer une quelconque influence dans l'est de la Libye de même que dans la Tripolitaine ou le Fezzan où elle fait face à une forte opposition. En fin d'analyse, il est possible de conclure que cet exécutif est loin de pouvoir unir la Libye. Cette évaluation quelque peu sceptique rejoint l'attitude de nombreux Libyens qui affichent leur défiance quant à la réussite du nouveau processus, car plusieurs accords conclus ces dernières années sont restés lettre morte.

Malgré les progrès politiques accomplis, la signature du cessez-le-feu à l'automne 2020 et la reprise de la production pétrolière, secteur clef de l'économie, la scène libyenne demeure susceptible d'évoluer vers un large spectre de scénarios, dont une reprise de la guerre ou la partition de facto du territoire en entités rivales. Par conséquent, la Tunisie, tout en maintenant son action en faveur d'une pacification de sa voisine méridionale et d'une mobilisation internationale prônant la reprise du dialogue et du processus politique, doit être préparée à toute éventuelle dégradation.

Face à cette configuration marquée par le chaos milicien et l'essaimage des factions terroristes en Libye, il est édifiant d'élaborer une stratégie multiforme susceptible de parer à tout effondrement de la situation sécuritaire dans la région frontalière. Cette stratégie doit être fondée sur le triptyque suivant : l'implication de la Tunisie dans la recherche d'un dénouement pacifique de la crise libyenne, l'aménagement du territoire et principalement dans la zone « grise » de la frontière et la restructuration des unités de l'armée.

Le dialogue et la pacification : Quelle implication pour la Tunisie ?

Sur le plan de l'implication de l'Etat tunisien en Libye en qualité de modérateur, l'organisation du dialogue national entre les belligérants et le rôle que pourrait jouer notre pays constituent l'axe principal de l'action à planifier dans les délais les plus imminents.

Cependant, il y a lieu de noter que la neutralité de l'acteur modérateur est une condition préalable indispensable dans la réussite du processus de pacification. Or, la Tunisie satisfait à cette condition et a accueilli plusieurs rounds de négociations directes entre les parties libyennes sans pour autant tenter d'influencer les débats ou imposer un agenda politique. Cependant, la Tunisie doit améliorer sa prestation diplomatique en développant ses relations avec tout le spectre libyen et inviter les personnes susceptibles de représenter les vrais acteurs sur le terrain, ceux-là même qui détiennent les clés de la résolution des rivalités et non ceux qui sont cooptés par les puissances étrangères afin de jouer les paravents pour des intérêts occultes et sans rapport avec les enjeux concrets. A cet effet, il est important de relire, dans une optique critique les expériences de la Tunisie à ce sujet. En effet, le choix des invités lors du premier forum de dialogue inter-libyen qui s'est déroulé à Tunis en Novembre 2020 avait vu la participation de personnes recherchées par Interpol, des représentants des compagnies pétrolières désireux de défendre les intérêts de leurs employeurs et de gens sans aucune influence sur le cours des péripéties du conflit. D'autres personnalités impliquées dans les réconciliations locales et rompues aux négociations coutumières étaient écartées par les organisateurs onusiens de cette rencontre pour méconnaissance de la structure sociale de la Libye ou pour préserver les intérêts, souvent peu avouables, de certaines puissances impliquées dans le conflit.

L'armée Nationale Tunisienne : S'adapter à une configuration milicienne volatile en Libye

En raison de l'instabilité chronique de la situation en Libye, il importe de réorganiser l'armée et les forces de la sécurité afin de mieux s'adapter aux configurations mutantes de la menace et de se préparer à la période de la reconstruction future, phase pendant laquelle, les fonctions de contrôle, de surveillance et de protection sera obligatoirement élargie à d'autres acteurs, dont principalement les entreprises internationales qui seraient abritées sur le territoire tunisien. Il s'agit là, d'un atout incontournable et tout aussi inestimable que détiendrait la Tunisie. Dans cette perspective géostratégique, il importe de disposer d'une « masse de défense », à savoir, la capacité de tenir un espace et de peser lourdement pour influencer l'autre coté de la frontière. C'est à dire que les acteurs de la guerre asymétrique, les milices et les factions en sédition implantés de l'autre coté de la frontière, doivent prendre conscience que l'armée du côté tunisien constitue une masse face à leurs menées déstabilisatrices.

Cette masse de défense est rationnellement envisageable en considération de la configuration géopolitique particulière de la Tunisie. En effet, le pays forme une sorte de promontoire situé à l'extrémité septentrionale de l'Afrique avec une ouverture sans aucune entrave majeure vers les profondeurs sahariennes et sahéliennes, dont la Libye. Aux côtés de cette position de choix, il faut adopter une politique idoine à

même de créer, avec les partenaires désireux de promouvoir la paix, la stabilité et le progrès des idéaux démocratiques dans la frange méridionale de la Méditerranée, un axe politique et diplomatique majeur susceptible mener, dans la sérénité, le processus de réhabilitation de la Libye en tant que pays viable et d'entamer le processus de sa reconstruction. Cette optique n'est, bien évidemment envisageable, qu'à la condition d'une synergie entre la défense et la diplomatie dans notre pays.

Etant donnée la situation fragmentée du champ social, politique, milicien et sécuritaire du côté libyen, il serait impensable d'appliquer, à la configuration frontalière actuelle et probablement future, les mêmes schémas que dans le cas d'un voisinage classique entre deux armées. Par conséquent, il est impératif de réfléchir à l'établissement des études spécifiques pour la compréhension des menaces spécifiques dans ces zones et la création d'un organisme d'échange des informations et du renseignement entre les diverses parties afin d'améliorer la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. De même, il importe de revitaliser la cellule commune de renseignement créée à Alger en septembre 2010 et de prôner, auprès des puissances européennes, la nécessité d'intégrer, dans les plus proches délais, l'Algérie, la Tunisie et le Sénégal dans une structure en charge de l'aspect opérationnel de maintien de la sécurité régionale.

Les zones frontalières : Vers une approche inclusive

La carence de l'autorité de l'Etat tunisien dans la région de Jeffara s'est manifestée à travers la grande tolérance envers les règlements, surtout financiers, passés par les réseaux locaux de la contrebande et même par l'acceptation, durant des années, de la prééminence du marché parallèle dans la zone frontalière. Un autre phénomène, d'un degré de menace très élevé pour la sécurité nationale, a commencé à créer une situation conflictuelle dans le sud et au voisinage de la frontière libyenne ; le mouvement revendicatif à caractère territorial du Kamour dans la région Tataouine. Ce mouvement constitue un réel défi multiforme à l'autorité régalienne de l'Etat. L'analyse des discours développés par certains activistes du Kamour renseigne clairement sur la genèse d'un mouvement séparatiste destiné à menacer l'intégrité territoriale du pays.

Ce mouvement développe ses stratégies en profitant de la faible présence de l'Etat, dans sa configuration sociale et développementale, tout en mettant à profit la dépendance économique envers la Libye et principalement, ses milices stationnées à proximité de la frontière dans la région du Jbel Nafoussa. Ces constats convergent vers la reconnaissance de l'importance des problèmes de gouvernances, de dépendance et de menaces sur l'intégrité du territoire dans les régions frontalières avec la Libye. Or, les espaces frontaliers ne doivent pas être approchés comme des zones disjonctrices dans les territoires, mais comme des aires de complémentarité économique entre les réalités inhérentes à chaque pays limitrophe. Dans cet ordre conceptuel, il faut que l'Etat soit en capacité de promouvoir cette complémentarité tout en veillant à sauvegarder l'intégrité absolue de la totalité du territoire national. Il lui faut restaurer l'autorité centrale et soutenir sa présence dans les zones

« périphériques » en veillant à écarter toute forme de contestation de la souveraineté de la légitimité.

Dans la même perspective et afin de participer activement à la reconstruction en Libye, il importe de débayer le terrain dans le sud de notre pays. Pour ce faire, il faut élaborer un schéma d'aménagement du territoire fondé sur une vision à long terme pour la réalisation des infrastructures susceptibles d'établir des liens performants entre les deux pays, faciliter les échanges entre les populations et dynamiser les économies dans les zones frontalières. A titre prioritaire, il convient de réfléchir à la création d'une zone franche afin de légaliser le commerce informel et de créer les conditions idoines pour une convertibilité des monnaies nationales. Il importe aussi, à court terme de réfléchir à des procédures susceptibles d'offrir des facilités au niveau de la prise en charge des patients libyens à la frontière, à la promotion des loisirs et d'un tourisme familial et d'affaires adaptés aux spécificités sociales de la région.

Ces décisions ciblées et appropriées aux conditions locales et aux besoins exprimés par les communautés dans la région transfrontalière seraient à même de promouvoir l'économie des villages du sud et des localités qui connaissent une très longue période de déclin. Par ces initiatives, l'Etat serait amené à renforcer sa présence, préserver les droits sociaux au développement régional et s'assurer la loyauté des individus et des communautés. Ce sont les seuls leviers pour préserver les jeunes des chants des sirènes de l'extrémisme et de la criminalité.

En implantant les projets de développement local selon des logiques inclusives et spécifiques aux conditions des communautés et des territoires de la région frontalière, l'Etat peut parvenir à réaliser des transformations radicales de la situation de déclin économique dans la Jeffara et le Jbel Labiodh et aspirer à établir durablement et solidement une atmosphère de sécurité portée aussi bien par les services de l'armée et de la police que par la population locale.

Il semble qu'il est temps pour la Tunisie d'adopter des moyens innovants dans le traitement du dossier libyen, lequel ne peut plus rester cantonné à une approche classique de relations internationales de type exclusivement diplomatique. Par conséquent, la création d'une instance gouvernementale chargée de la crise libyenne qui aurait pour rôle l'élaboration des études et des modes opératoires pour s'imposer en tant qu'acteur principal serait une option digne d'être débattue dans les hautes sphères décisionnelles du pays. Il convient cependant, de préciser que cette instance est appelée à manœuvrer pour modérer les retombées du chaos libyen sur la Tunisie tout en cherchant des solutions pratiques pour contribuer à la résolution des conflits dans le voisinage méridional de notre pays. Sur un autre plan, cette instance serait en charge d'identifier les besoins du marché libyen et anticiperait les situations de tous ordres, sécuritaires, sanitaires et économiques extrêmement volatiles en Libye.

Il faut ici souligner que cette instance devrait compter dans ses rangs des stratégies militaires, des anthropologues, des acteurs de la société civile des régions frontalières et principalement des élites coutumières des clans locaux, des économistes du développement et de la planification rurale, des diplomates confirmés et des chercheurs dans toutes les disciplines qui peuvent servir dans l'élaboration et la planification anticipatrice.

Parmi les actions que cette instance est appelée à promouvoir, il y a lieu de citer la planification territoriale locale et le pilotage des projets structurants à l'instar de la création des stations logistiques pour l'industrie des matériaux de construction et l'aménagement de la base logistique et des chaînes d'approvisionnement.

*Docteur Rafaâ Tabib
HDR, Géopolitique et Relations Internationales
Université de La Manouba*

